

PARLEMENT EUROPÉEN

DÉLÉGATION POUR LES RELATIONS AVEC LE JAPON

24^e rencontre interparlementaire PE/Japon

19 – 23 mai 2003

Lundi 19 mai

European Business Council

La réunion de la Délégation avec le *European Business Council* a permis de confirmer que l'accès au marché japonais est maintenant considéré comme juste et équitable (abstraction faite de quelques cas de protection envers des entreprises publiques, particulièrement envers NTT, qui grugent les entreprises japonaises également.)

La difficulté majeure découle d'un manque de transparence dans la rédaction des dispositions visant à appliquer la législation. Plusieurs exemples ont été évoqués, dans le domaine des cosmétiques, des services financiers, des boissons alcoolisées et des professions juridiques. Toutefois, ces situations ont été présentées comme le résultat d'une réticence ou d'un manque d'efficacité de la bureaucratie, non comme des mesures protectionnistes.

M. le vice-ministre Tetsuro Yano

Le vice-ministre a confirmé l'importance que le Japon et l'UE accordent au cadre juridique international et aux institutions multilatérales, plus particulièrement aux Nations unies, dans la gestion des relations internationales.

La Corée du Nord fut au cœur de cette réunion. Le Japon s'est déclaré favorable à des négociations multilatérales, mais s'est heurté à la réticence de la Corée du Nord à cet égard.

Pour le Japon, la normalisation de ses relations avec la Corée du Nord devait passer par une solution aux trois problèmes, de même ampleur, que pose le pays: ses installations nucléaires, la menace que représentent ses missiles et les enlèvements de citoyens japonais.

Interrogé sur l'état de santé actuel de la KEDO, compte tenu de la crise actuelle, le vice-ministre a déclaré que la Corée du Nord était en infraction flagrante de l'accord, ce qui, dans les circonstances actuelles, rendait toute action dans le cadre de la KEDO impossible. Néanmoins, il a précisé que l'accord et sa structure institutionnelle pourraient être réactivés une fois la crise actuelle résolue.

Les relations entre le Japon et la Russie voisine ont également abordées. Le vice-ministre Yano a déclaré que la Russie, malgré sa proximité géographique, ne pouvait réellement être considérée

comme un pays voisin au sens traditionnel du terme, car les centres décisionnaires et la conception géostratégique du pays se concentrent sur sa partie européenne. Cela n'empêchait pas l'existence d'un niveau élevé d'échanges avec la région extrême-orientale de la Russie, et encore bien moins celle d'intérêts réciproques.

2003 est « l'année du Japon » en Russie et les deux pays ont reconnu que le renforcement de leurs liens était souhaitable et nécessaire. Cette volonté commune devrait entraîner l'amélioration des réseaux de communication et des systèmes de transport, ce qui améliorerait l'accès de la Russie à la région du Pacifique. Pour sa part, le Japon était particulièrement intéressé par la construction d'un oléoduc qui lui permettrait de réduire sa dépendance actuelle, jugée excessive, vis-à-vis des réserves pétrolières du Moyen-Orient.

Le litige des « Territoires du Nord » (îles Kouriles du Sud) ne constitue pas une priorité de la politique étrangère du gouvernement. La résolution de ce litige doit se situer dans le contexte à long terme d'une coopération renforcée.

Mardi 20 mai

S.E. M. Tamisuke Watanuki, président de la Chambre des représentants

Dans son allocution de bienvenue, le président a fait l'éloge de la stabilité et du travail en profondeur qui découlent de la coopération entre le Parlement européen et la Diète japonaise. Il a souligné que peu de pays, même parmi les pays voisins ou les principaux partenaires politiques ou commerciaux du Japon, ont noué des contacts parlementaires dans un cadre aussi bien structuré.

Ensuite, il a demandé aux parlementaires européens une évaluation de l'impact potentiel de l'élargissement.

Le président Andersson a brièvement exposé les aspects économique, social, politique et constitutionnel de l'élargissement. Il a mis en exergue son impact positif et déjà palpable pour le maintien de la paix et de la stabilité et l'amélioration de la situation environnementale, prenant comme exemple la mer Baltique.

M. Jarzembowski a évoqué la « loi d'urgence » récemment adoptée par la Chambre des représentants et demandé dans quelle mesure elle allait peser sur l'avenir de la politique étrangère et de défense du Japon.

En réponse, le président ainsi que le coprésident M. Kozo Watanabe ont rappelé l'importance que revêt la paix pour le Japon. Ils ont également insisté sur la gravité de la menace nord-coréenne, et ont expliqué que cette « loi d'urgence » n'était pas le sujet à controverses que certains commentateurs de la presse ont décrit. À l'inverse, le PLD et le Parti socialiste s'entendaient sur la politique de défense pour la première fois.

Mme Banotti a demandé si les citoyens japonais, plus particulièrement les femmes, partageaient l'opinion de leurs représentants sur l'ampleur de la menace.

M. Watanabe a répondu que les femmes se montraient parfois plus émotives, mais que dans l'ensemble, leur soutien était très large.

M. Dehousse s'est enquis de la réaction des Japonais aux changements de taille qui ont frappé la situation mondiale et l'équilibre des pouvoirs au cours de ces dernières années.

M. Jarzembowski a demandé si le Japon craignait d'autres effets du SRAS sur l'économie, au-delà du tourisme et des compagnies aériennes.

Le président lui a répondu qu'il était temps pour le Japon de délaisser l'admiration qu'il vouait aux États-Unis depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et surtout de renforcer ses liens avec l'UE et ses voisins asiatiques. Il a rappelé le développement des relations internationales dans la région, non négligeable et pourtant souvent sous-estimé. Pour illustrer son propos, il a expliqué que les conséquences de l'épidémie du SRAS ont démontré le poids du tourisme dans l'économie de manière tout à fait inattendue.

Lorsque M. Harbour a demandé si les entreprises étrangères établissaient de bonnes relations avec les parlementaires, le président remarqua que, si les échanges commerciaux entre les États-Unis et le Japon étaient plus importants qu'entre l'Europe et le Japon, l'inverse se vérifie pour les investissements. Cependant, il a précisé que les entreprises européennes n'avaient que peu de contacts avec les parlementaires.

M. Roving a évoqué le trop faible niveau d'échanges de scientifiques, particulièrement dans des domaines où l'Europe excelle, tels que les technologies de l'environnement.

S.E. M. Hiroyuki Kurata, président de la Chambre des conseillers

Après que le président eut, dans son allocution de bienvenue, insisté sur la continuité de ce dialogue entre le PE et le Japon, le président Andersson a souligné que cette continuité ne devait pas être synonyme de répétition. Or, à ses débuts, ce dialogue se concentra sur le commerce et les difficultés bilatérales afférentes.

Au fil des années, nos liens sur les questions commerciales se sont considérablement renforcés, au point qu'aujourd'hui, l'UE et le Japon sont de proches alliés dans les négociations de l'OMC, et que leurs sujets de discussions se sont diversifiés pour inclure de plus en plus les questions politiques.

Nos préoccupations communes sont maintenant les problèmes mondiaux: parvenir à instaurer la paix, actuellement en Irak; la nécessité de consolider le cadre de l'État de droit à l'échelle internationale, par le biais de l'ONU; d'autres défis tels le SRAS, le réchauffement planétaire ou les conséquences du vieillissement de la société.

Le président Kurata a répondu que le Plan d'action UE-Japon était un gage de la qualité de notre relation mutuelle et permettait de la consolider. Il a ajouté que les deux parties devaient aborder ensemble les questions internationales, parmi lesquelles il mentionna explicitement les cas d'enlèvements.

M. Jarzembowski s'est intéressé tant au contenu qu'au rythme du débat de la Chambre des conseillers sur la « loi d'urgence » récemment adoptée par la Chambre des représentants.

Le président Kurata a déclaré que cette question était actuellement examinée par une commission spéciale, et qu'il ne lui appartenait pas d'anticiper les conclusions de ladite commission.

M. Jarzembowski s'est également soucié de l'état des réflexions sur les réformes institutionnelles, au sein de la Diète. Le président Kurata a répondu que toutes les options étaient envisageables et que les discussions couvraient tous les aspects du système politique, sans parti pris entre système monocaméral et bicaméral.

Le président Andersson s'est enquis de la réaction de la population japonaise vis-à-vis de la guerre en Irak. Le président Kurata a expliqué que les avis étaient très partagés, mais que lorsque le premier ministre Koizumi décida de soutenir les États-Unis, 68% de la population approuva sa décision. M. Røvsing a ajouté qu'au Danemark, 80% de la population approuvait le soutien de son gouvernement aux États-Unis contre l'Irak.

Le vice-président Shoji Motôka a déclaré que la sécurité mondiale appelait un engagement mondial. Ainsi, selon lui, la question de la Corée du Nord ne devrait pas uniquement retenir l'attention de ses pays voisins et des États-Unis, mais également de l'UE.

Il avait le sentiment que la Turquie, démocratique et laïque, pourrait jouer un rôle essentiel dans la stabilisation du Moyen-Orient et influencer les pays islamiques. À son sens, l'UE devrait donc considérer la candidature de la Turquie à l'adhésion comme un élément positif.

Le président Andersson a expliqué que malgré la structure démocratique du pays, le problème en Turquie était les droits de l'homme, et la mainmise de l'armée sur le processus décisionnel politique. Ces questions devaient être résolues avant de pouvoir entamer des négociations pour l'adhésion de la Turquie.

M. Harbour a demandé aux parlementaires japonais ce qu'ils pouvaient faire, en tant que représentants politiques, pour encourager les investissements européens au Japon.

Le président Kurata a évoqué l'impact négatif de l'élargissement de l'UE sur les tarifs et les mesures d'encouragement à l'investissement, ce qui entraîne l'obligation de trouver des compensations par le biais du dialogue. Le gouvernement met actuellement en œuvre des réformes économiques, auxquelles le dialogue UE-Japon a contribué dans le cadre du Plan d'action. En vertu de la séparation des pouvoirs, la Chambre des conseillers pouvait exercer ses fonctions, mais elle n'avait pas de responsabilité particulière sur ce sujet, qui relève des commissions spécifiques, en particulier de la commission des finances.

M. Yasuo Fukuda, directeur du Secrétariat du gouvernement

Au cours d'une réunion avec le bureau de la délégation, M. Fukuda a rappelé la position du Japon sur la question de la Corée du Nord et a apprécié la volonté de l'UE de contribuer à une approche internationale permettant de résoudre la crise.

SÉANCES DE TRAVAIL

Les séances organisées pendant deux jours à Tokyo ont obéi au schéma classique du débat sur les points adoptés de l'ordre du jour, depuis les questions de politique et de sécurité internationales aux relations économiques et commerciales, ainsi qu'à la coopération bilatérale. Ces réunions ont

été caractérisées notamment par des débats passionnés sur la situation en Irak et en Corée du Nord.

On retiendra particulièrement l'insistance des délégués de la Diète japonaise, qui ont exhorté leurs homologues européens d'une part, à comprendre le souhait du Japon de voir un règlement durable aux cas d'enlèvements de ressortissants japonais par la Corée du Nord; d'autre part à coopérer pour résoudre le problème posé par le développement du programme nucléaire de la Corée du Nord.

Politique et sécurité internationales

Le président Nakayama a rappelé la situation de crise concernant la Corée du Nord et son évolution au cours des derniers mois. Il a exposé la nécessité d'adopter une approche multilatérale pour résoudre la question. Puis, évoquant l'importance géostratégique de l'Irak, il a rappelé que l'approvisionnement énergétique reste difficile à assurer pour le Japon, 88% de sa consommation dépendant du pétrole du Moyen-Orient (contre 30% aux USA, et un maximum de 20% dans l'UE).

Quant à l'opportunité d'une gestion multilatérale de la situation en Irak, il a réaffirmé l'engagement du Japon envers les Nations unies, tout en faisant remarquer que le Japon n'était pas un membre permanent du Conseil de sécurité, ce qui est illogique vu l'importance de sa contribution financière et l'évolution du rapport entre le nombre de membres du Conseil de sécurité et celui des membres des Nations unies.

Concernant l'Irak, les deux délégations étaient unanimes: les opérations de reconstruction de ce pays déchiré par la guerre doivent s'inscrire dans un cadre multilatéral sous la direction et le contrôle des Nations unies, et la gestion politique doit être assumée par le peuple irakien dès que faire se peut. Les deux délégations ont également reconnu la nécessité de renforcer les Nations unies, afin qu'à l'avenir elles jouent un rôle de premier plan dans les missions de rétablissement de la paix. Dans ce contexte, le Dr Taro Nakayama (PLD) et Mme Tomoko Sasaki (PLD-NPC) ont insisté sur l'idée de réformer les Nations unies, soulignant que le Japon n'a pas de siège permanent au Conseil de sécurité bien qu'il soit le deuxième bailleur de fonds au budget annuel de l'ONU. Le président Andersson a déploré l'échec de l'UE à adopter une position commune sur les opérations militaires dirigées par les États-Unis contre l'Irak. Il a réitéré que le processus de reconstruction de l'Irak offrait à l'UE une occasion de réaffirmer sa compétence. Il a évoqué le paquet d'aide humanitaire de 125 millions d'euros présenté par l'UE peu après la fin de la guerre. Les deux délégations partageaient également une volonté de voir le multilatéralisme succéder au récent unilatéralisme américain.

M. von Boetticher a insisté sur l'absence de lien entre la lutte contre le terrorisme et l'Irak. Les droits individuels doivent être préservés. Au niveau communautaire, des avancées sont déjà perceptibles: un mandat d'arrêt européen a vu le jour, Europol a été doté des instruments juridiques adéquats et une définition commune de l'attentat a été forgée.

M. Kazuo Inoue (PDJ) a déclaré que l'impact de la guerre en Irak allait façonner le monde du 21^e siècle. Il a ajouté que la puissance militaire américaine n'était plus à démontrer et que sa mise au point était un signe de la tendance individualiste des États-Unis. Il a également fait part de son inquiétude à l'égard de l'actuelle administration américaine, et a érigé l'UE en modèle pour le processus mondial de dialogue et de réconciliation.

M. Jarzembowski a déclaré que le « rôle essentiel » de l'ONU ne devait pas se borner à la dimension humanitaire de ses missions, mais que l'ONU devait superviser l'administration américano-britannique de l'Irak et définir des normes pour le travail du gouvernement intérimaire du pays au cours des deux prochaines années.

Thèmes européens récents

M. Jarzembowski a décrit la portée de l'élargissement de l'UE. Il a assuré que cet élargissement n'entraînerait pas pour les entreprises japonaises de restriction d'accès au marché européen. La relation privilégiée de ces entreprises sera donc maintenue dans l'Europe élargie.

M. von Boetticher a expliqué les travaux de la Convention. Puis, il a signalé l'importance de renforcer la méthode communautaire et de disposer d'une structure militaire européenne plus forte, avec la participation financière des États-Unis.

M. Harbour a précisé que l'intégration devait passer par un engagement accru des parlements nationaux.

M. Tsutomu Hata (PDJ) a demandé si la Convention avait clos le débat « souveraineté contre fédéralisme ». M. Jarzembowski lui a répondu que ce débat était de nature progressive et pragmatique, plutôt qu'idéologique.

Thèmes de politique asiatique

Tous les débats ont été consacrés à la Corée du Nord. Mme Yuriko Koike (PLD) a rappelé l'histoire et la situation actuelle des cas d'enlèvements et a exhorté l'UE à surveiller activement l'aide alimentaire qu'elle octroie à la Corée du Nord. M. Kazuhiro Haraguchi (PDJ) et M. Yasuo Ogata (PCJ) ont insisté pour que la communauté internationale constitue un front commun contre les violations des droits de l'homme, incluant dans celles-ci les cas d'enlèvements.

M. Glyn Ford a assuré que l'aide alimentaire de l'UE avait fait l'objet d'un suivi attentif. Il a ajouté qu'il n'était pas dans l'intérêt du gouvernement nord-coréen d'en abuser directement, alors qu'il pouvait disposer d'un approvisionnement privilégié grâce à la production nationale toujours existante. Il a rappelé l'engagement de l'UE à fournir une aide alimentaire, indépendamment du programme nucléaire de la RPD de Corée, mais a précisé qu'aucun nouvel accord ne verrait le jour avant que la question nucléaire ne soit résolue.

M. Ford a engagé le Japon à la prudence face au problème que représente le missile balistique de Nodong, en Corée du Nord. Il faut rester conscient que la menace posée au Japon diffère de celle posée aux États-Unis, ces derniers étant plutôt préoccupés par le missile à longue portée Taepodong. Ensuite, M. Ford a exprimé son soutien au Japon pour les cas d'enlèvements, mais il a demandé au gouvernement japonais de spécifier le nombre exact de victimes.

Enfin, les perspectives de sanctions économiques contre la Corée du Nord ont été déconseillées car elles pourraient pousser la RPD de Corée à trouver dans l'exportation du plutonium une autre source de revenus.

Mercredi 21 mai

Économie japonaise

M. Yuji Tsushima (PLD) a exposé la situation difficile de l'économie japonaise et les résultats décevants des cinq dernières années, mais a insisté afin que ce ralentissement ne fasse pas oublier l'économie imposante que reste le Japon, qui affiche toujours de larges excédents commerciaux et des comptes courants, ainsi qu'un niveau élevé de l'épargne des ménages.

Si le taux de croissance du Japon est bien plus faible que chez certains de ses voisins asiatiques, il reste honorable au regard des performances européennes. En outre, des mesures ont été prises par le gouvernement et la banque nationale du Japon.

M. Malcolm Harbour a proposé quatre pistes pour réactiver l'économie. Premièrement, promouvoir la concurrence des industries récemment déréglementées, telles les télécommunications; deuxièmement, assurer la transparence des processus réglementaires; en troisième lieu, assainir les finances le plus rapidement possible; enfin, prendre des mesures afin de stimuler les investissements étrangers directs.

Économie de l'UE

M. Olle Schmidt a brossé un sombre tableau de l'économie de l'UE à court terme et mis en exergue l'importance d'une réforme structurelle vouée à renforcer sa compétitivité. M. Takeshi Kondo (PLD-NPC) et M. Yoshiro Hayashi (PLD) ont exprimé leur admiration pour l'intégration européenne et se sont intéressés aux perspectives d'une politique économique et fiscale harmonisée, aux nouveaux membres de la zone euro ainsi qu'aux possibilités de réaliser une intégration entre l'UE et l'ALENA.

M. Ford s'est déclaré favorable à cette dernière idée, tout en avertissant du risque que les États-Unis tentent de se tailler la part du lion. M. Tetsuya Shiokawa (PCJ) s'est montré intéressé par le concept européen de responsabilité sociale des entreprises, fruit de la stratégie de Lisbonne.

M. Harbour a affirmé la capacité du Japon à mettre en place des innovations.

Le vieillissement

M. Jan Andersson a décrit le nouveau système suédois de sécurité sociale, mis en place après 1990. Les deux délégations ont prôné la généralisation des fonds privés de pension, nécessaire afin d'alléger le fardeau fiscal imposé aux citoyens.

Négociations relatives à l'agenda de développement de Doha (OMC)

M. Yoshio Yatsu (PLD) a répété qu'il fallait parvenir à un accord exhaustif dans ce nouveau cycle. Il a aussi rappelé que, d'après les commissaires européens Lamy et Fischler, la coopération UE-Japon était indispensable face aux États-Unis, et le recours accru à la diplomatie parlementaire nécessaire. En outre, il a exprimé son soutien aux modalités proposées par l'UE.

M. Ole Sørensen a souligné l'importance que les pays en développement soient des acteurs à part entière dans les négociations, et que les pays industrialisés leur garantissent un soutien technique et un accès plus large aux marchés. Il s'est référé aux tarifs considérablement bas de l'UE pour les pays en développement.

Mise en œuvre du Plan d'action pour une coopération UE-Japon

Mme Mary Banotti a affirmé l'importance d'un dialogue entre les jeunes. M. Kiyoshiro Araki (Nouveau Komeito) a fait état de ses attentes considérables dans le potentiel de la coopération UE-Japon à venir. Dans ce contexte, il a cité l'exemple de la Loi sur la protection des données à caractère personnel, récemment adoptée par la Diète et qui s'inspire directement de l'expérience européenne.

Il a également qualifié d'impératif le soutien à la réforme réglementaire et aux activités de la Table ronde sur le dialogue commercial UE-Japon, afin de renforcer les liens économiques entre les deux partenaires.

Questions environnementales mondiales

M. Christian Rovsing a demandé que la coopération UE-Japon permette de persuader les États-Unis de réitérer leur engagement au protocole de Kyoto. Les deux délégations estiment que la création d'industries respectueuses de l'environnement et pratiquant le recyclage est nécessaire, et que de telles industries contribueraient à revitaliser l'économie et à générer de l'emploi.

Coopération scientifique et culturelle

Les deux délégations ont jugé nécessaire de conclure un accord de coopération UE-Japon dans le domaine des sciences et technologies. M. Rovsing a déploré que le Japon ne participe pas au programme Galileo. Mme Akiko Santo (PLD) a exprimé son souhait de voir le projet Iter de fusion nucléaire se développer, et a proposé d'installer des centres de recherche pour ce faire au Japon. M. Gollnisch a fait un vibrant plaidoyer pour la diversité culturelle et linguistique, plus particulièrement dans le domaine de l'audiovisuel.

Déclaration commune
De la 24^e conférence interparlementaire PE/Japon
Tenue à Tokyo, les 20 et 21 mai 2003

Les délégations japonaise et de l'UE qui ont assisté à la 24^e rencontre interparlementaire PE/Japon, tenue à Tokyo les 20 et 21 mai, présentent la déclaration suivante inspirée des débats de la conférence

1. Les délégations se félicitent du bon développement des relations bilatérales dans plusieurs domaines, fruit du Plan d'action pour une coopération Japon-UE, adopté par leurs dirigeants nationaux respectifs en 2001.
2. Les délégations accueillent avec satisfaction les nouvelles perspectives d'avenir pour le peuple irakien. Les délégations appellent à une mobilisation accrue de la solidarité internationale pour assurer une aide médicale urgente, ainsi qu'une aide humanitaire et une assistance à la reconstruction du pays, comprenant la protection du patrimoine culturel irakien et le maintien de l'ordre public. À cet égard, les délégations confirment également l'importance de renforcer la participation de l'ONU, qui devrait assumer un rôle important dans l'assistance à la reconstruction du pays en se basant sur son expérience des situations post-confliktuelles.
3. Les délégations confirment que la situation dans la péninsule coréenne a des conséquences au niveau mondial en termes de non-prolifération nucléaire et affirment l'importance de la Déclaration de Pyongyang, signée en septembre 2002 entre le Japon et la République démocratique populaire de Corée (RPD de Corée). Celle-ci ouvre la voie à une normalisation des relations entre le Japon et la RPD de Corée qui passe par la résolution des tensions entre ces deux pays, notamment des cas d'enlèvements et des problèmes de sécurité. Mettant en exergue l'importance de la dénucléarisation de la péninsule coréenne, les deux délégations exhortent la RPD de Corée à se comporter en membre responsable de la communauté internationale, et à honorer pleinement ses engagements internationaux dans le domaine de la non-prolifération des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive. Par ailleurs, les deux délégations confirment leur volonté de collaborer en vue de résoudre définitivement le problème des cas d'enlèvements.
4. Les deux délégations affirment l'importance de voir la Conférence ministérielle de l'OMC, prévue en septembre à Cancún, au Mexique, donner des résultats afin de revitaliser l'économie mondiale et de préserver la structure du libre-échange. En outre, les deux délégations confirment que l'augmentation des investissements directs entre le Japon et l'UE, fruit de la déclaration sur les « initiatives Japon-UE pour l'investissement », prononcée au 12^e Sommet Japon-UE qui s'est tenu dernièrement, va renforcer les liens économiques bilatéraux et contribuer à consolider la relation nippo-européenne dans son ensemble. De plus, les deux délégations affirment que l'élargissement de l'UE, prévu pour mai 2004, sera bénéfique tant pour le Japon que pour l'UE.
5. Les deux délégations confirment la nécessité de se préoccuper activement de la question naissante du vieillissement de la société, qui se pose à l'UE ainsi qu'au Japon. En outre,

dégager une solution aux questions environnementales mondiales demeure un impératif de premier ordre. Dans cette perspective, les délégations confirment leur volonté d'encourager tous les pays à promouvoir les procédures de ratification pour la mise en œuvre rapide du protocole de Kyoto.

6. Les deux délégations confirment le poids des échanges humains et culturels dans le renforcement d'une relation bilatérale déjà excellente. Les deux délégations affirment qu'elles entendent maintenir un dialogue soutenu entre parlementaires et promouvoir des efforts de coopération pour accroître les échanges entre le Japon et l'Europe dans une vaste série de domaines, notamment l'éducation et le tourisme.

Cette déclaration a été adoptée à l'unanimité moins une abstention le 21 mai 2003 au terme des séances de travail de la 24^e conférence interparlementaire Japon-PE.

24^e conférence interparlementaire PE / Japon

20 – 21 mai 2003

Tokyo

Projet d'ordre du jour

	Ordre du jour	Premier orateur	
		Japon	UE
Mardi 20 mai	Première séance de travail: présidée par le chef de la délégation japonaise		
14h00-17h00	Thème 1: Les questions de politique et de sécurité internationales		
	Questions de sécurité mondiale (l'Irak, la lutte contre le terrorisme, le rôle de l'ONU à l'avenir)	Nakayama ^(C.R.) Naoshima ^(C.C.)	Andersson von Boetticher
	La situation politique du Japon	Nakagawa ^(C.C.) Saito ^(C.R.)	Gollnisch
	Les thèmes européens récents (l'élargissement de l'UE ¹ , l'avenir de l'Europe ²)	Hata ^(C.R.) Araki ^(C.C.)	Jarzembowski ¹ von Boetticher ²
	La sécurité en Asie du Nord-Est (principalement la situation dans la péninsule coréenne)	Nukaga ^(C.R.) Ogata ^(C.C.)	Ford
Mercredi 21 mai	Deuxième séance de travail: présidée par le chef de la délégation du PE		
9h00-11h30	Thème 2: Les relations économiques et commerciales		
	L'économie japonaise	Tsushima ^(C.R.) Hirano ^(C.C.)	Harbour
	L'économie européenne (le passage à la monnaie unique, etc.)	Hayashi ^(C.R.)	Schmidt
	Le vieillissement (pensions, etc.)	Hironaka ^(C.C.) Yamana ^(C.R.)	Andersson
	Les négociations relatives à l'agenda de développement de Doha (OMC)	Oshima ^(C.R.)	Sørensen
Mercredi 21 mai	Troisième séance de travail: présidée par les deux chefs de délégation		
14h00-16h30	Thème 3: La coopération entre l'UE et le Japon		
	Mise en œuvre du Plan d'action pour la coopération entre l'UE et le Japon	Ito ^(C.R.) Araki ^(C.C.)	Banotti
	Les questions environnementales mondiales	Oki ^(C.R.)	Rovsing
	La coopération scientifique ¹ et culturelle ²	Santo ^(C.C.) Abe ^(C.R.)	Rovsing ¹ Gollnisch ²

(C.R.) Chambre des représentants

(C.C.) Chambre des conseillers

PARLEMENT EUROPÉEN

DÉLÉGATION POUR LES RELATIONS AVEC LE JAPON

24^e Conférence interparlementaire PE/Japon

PROGRAMME

18 mai – 24 mai 2003 à Tokyo et Tokushima

Dimanche 18 mai

14 heures – 15 heures

Arrivée de la délégation du PE à l'aéroport de Narita, à Tokyo.
Réunion de coordination entre les secrétariats du PE et de la Diète japonaise

« *VIP Lounge* », *Imperial Hotel*
1-1 Uchisawai-cho 1-chome, Chiyoda-ku
Tokyo 100-8558
Tél.: +81 3 3504 1111
Télécopie: +81 3 3581 9146

Lundi 19 mai

14 heures – 15 heures

Séance d'information par Bernhard ZEPTER, chef de la délégation de la Commission européenne au Japon, et l'Ambassadeur Kyriakos RODOUSSAKIS de l'Ambassade de Grèce, pays qui assume la Présidence du Conseil européen

Imperial Hotel

15 heures – 16 heures

Réunion avec la *European Business Community* (EBC)
Imperial Hotel

16h55

Rassemblement à l'entrée VIP de l'hôtel

17 heures

Départ de l'hôtel

17h40 – 18 heures

Réunion avec Tetsuro YANO, vice-ministre des Affaires étrangères
Bureau temporaire du ministère des Affaires étrangères (Bureau principal)

Nuit à l'hôtel

Mardi 20 mai

8h30 – 9h30

Déjeuner d'affaires pour les chefs des deux délégations
Salle « Momo », Imperial Hotel

- 9h40 Rassemblement à l'entrée VIP de l'hôtel
- 9h45 Départ de l'hôtel
- 10 heures – 11 heures Visite de politesse à S.E. M. Tamisuke WATANUKI, président de la Chambre des représentants
Salle Drowing du président, Chambre des représentants
- 11 heures – 11h40 Visite de politesse à S.E. M. Hiroyuki KURATA, président de la Chambre des conseillers
Salle Drowing du président, Chambre des conseillers
- 11h45 Départ de la Chambre des conseillers pour l'hôtel Okura
- 12 heures – 13h30 Déjeuner convié par le chef de la Délégation japonaise
Salle « Maple », Hotel Okura
- 14 heures – 17 heures Première séance de travail (Diffusée par télévision)**
Salle de la commission n° 43, Chambre des conseillers
- Le président et les coprésidents restent à l'annexe de la Chambre des conseillers
Les autres délégués quittent l'annexe de la Chambre des conseillers pour retourner à l'hôtel
- 18 heures – 18h10 Réunion avec Yasuo FUKUDA, directeur du Secrétariat du gouvernement
(M. ANDERSSON, M. JARZEMBOWSKI, Mme BANOTTI)
Résidence officielle du premier ministre
- 18h15 Départ de la résidence officielle du premier ministre pour la réception
- 18h10 Rassemblement à l'entrée VIP de l'hôtel
- 18h15 Départ de l'hôtel
- 18h30 – Réception conviée conjointement par les deux présidents
Résidence officielle du président
- Nuit à l'hôtel

Mercredi 21 mai

- 7h45 – 8h40 Réunion de parti frère avec le PLD
Salle 'Ume', Imperial Hotel
- 7h45 – 8h40 Réunion de parti frère avec le PDJ

Salle 'Momo', Imperial Hotel

- 8h40 Rassemblement à l'entrée VIP de l'hôtel
- 8h45 Départ de l'hôtel
- 9 heures – 11h30** **Deuxième séance de travail (Diffusée par télévision)**
Salle de la commission n° 43, Chambre des conseillers
- 11h40 Départ de la Chambre des conseillers pour l'hôtel New Otani
- 12 heures – 13h45 Déjeuner d'affaires
Salle « Um », Hotel New Otani
- 13h50 Départ de l'hôtel New Otani pour la Chambre des conseillers
- 14 heures – 16h30** **Troisième séance de travail (Diffusée par télévision)**
Salle du comité n° 43, Chambre des Conseillers
- 16h35 – Les chefs et vice-présidents des deux délégations quittent l'annexe de la Chambre des Conseillers pour la conférence de presse.

Les autres délégués quittent l'annexe de la Chambre des Conseillers pour retourner à l'hôtel.
- 16h45 – 17h15 Conférence de presse commune donnée par les chefs des deux délégations
Members' Office Building, Chambre des conseillers
- 17h40 Rassemblement à l'entrée VIP de l'hôtel
- 17h45 Départ de l'hôtel
- 18 heures – Réception conviée conjointement par M. Jan Andersson, chef de la délégation du PE et Bernhard ZEPTEK, chef de la délégation de la Commission européenne
Maison de l'Europe
- Nuit à l'hôtel

Jeudi 22 mai

- 9 heures Rassemblement des bagages
- 9h20 Rassemblement à l'entrée VIP de l'hôtel
- 9h30 Départ de l'hôtel

10 heures – 11 heures	Visite de l'Agence nationale de développement spatial du Japon (NASDA)
12 heures	Arrivée à l'aéroport d'Haneda
12h50	Départ de l'aéroport d'Haneda (Vol JAS235)
14 heures	Arrivée à l'aéroport de Tokushima
14h30 – 15h30	Visite de Shikoku Kakoki, S.A.
16 heures – 17h30	Visite de la société Sanyo Mobile Energy
18 heures	Arrivée à l'hôtel Clement Tokushima <i>Hotel Clement Tokushima</i> <i>61 Nishi 1-chome, Terashimahon-cho</i> <i>Tokushima, 770 0831</i> <i>Tél.: +81 88 656 3111</i> <i>Télécopie: +81 88 656 3132</i>
18h40	Rassemblement dans le hall de l'hôtel
18h45	Départ de l'hôtel
19 heures – 20h30	Dîner avec l'Association de commerce extérieur de la préfecture de Tokushima <i>Pacific Harbor</i>
	Retour à l'hôtel Clement Tokushima

Vendredi 23 mai

8h30	Rassemblement des bagages
8h55	Rassemblement dans le hall de l'hôtel
9 heures	Départ de l'hôtel
9h30 – 11 heures	Visite de la Nichia Corporation
12 heures – 13 heures	Déjeuner <i>Shiosaisou</i>
13h30 – 15 heures	Visite du Musée d'art d'Otsuka
16h50	Départ du port de Sumoto (en hydroglisseur)

- 17h39 Arrivée au port terminal de l'aéroport international de Kansai
- 17h45 Départ du port terminal de l'aéroport international de Kansai en autobus
- 18 heures Arrivée à l'hôtel ANA Gate Tower d'Osaka
ANA Gate Tower Hotel Osaka
1, Rinku-Orai Kita, Izumisano-shi,
Osaka 598-0001
Tél.: +81 724 60 1111
Télécopie: +81 724 60 1177
- Senri Hankyo Hotel (M. Andersson, M. Schmidt et*
Mme Oberhauser)
2-1-D1, Shinsenri Higashimachi
Toyonaka
Tél.: +81 668 72 2211
- 19 heures – Dîner convié par M. Taro Nakayama, chef de la délégation japonaise
Hôtel ANA Gate Tower d'Osaka
- Nuit à l'Hôtel ANA Gate Tower d'Osaka

Samedi 24 mai

Départ individuel de l'aéroport international de Kansai ou de l'aéroport d'Itami

PARLEMENT EUROPÉEN

DÉLÉGATION POUR LES RELATIONS AVEC LE JAPON

24^e rencontre interparlementaire PE/Japon

19 – 24 mai 2003

TOKYO / TOKUSHIMA

LISTE DES PARTICIPANTS

<u>Membres</u>	<u>Groupe</u>	<u>Pays</u>	<u>Commissions</u>
M. Jan ANDERSSON <i>Chef de délégation</i>	PSE	Suède	Emploi et Affaires sociales
M. Georg JARZEMBOWSKI <i>1^{er} Vice-Président</i>	PPE-DE	Allemagne	Politique régionale, Transport et Tourisme
Mme Mary BANOTTI <i>2^e Vice-Présidente</i>	PPE-DE	Irlande	Questeur Droits et libertés des citoyens, Justice et Affaires intérieures
M. Christian Ulrich von BOETTICHER	PPE-DE	Allemagne	Droits et libertés des citoyens, Justice et Affaires intérieures Pétitions
M. Jean-Maurice DEHOUSSE	PSE	Belgique	Affaires constitutionnelles
M. Glyn FORD	PSE	Royaume-Uni	Affaires étrangères, Droits de l'homme, Politique de sécurité et de défense commune Pétitions
M. Bruno GOLLNISCH	NI	France	Politique régionale, Transport et Tourisme
M. Malcolm HARBOUR	PPE-DE	Royaume-Uni	Affaires juridiques et Marché intérieur
M. Christian Foldberg ROVSING	PPE-DE	Danemark	Industrie, Commerce extérieur, Recherche et énergie
M. Olle SCHMIDT	ELDR	Suède	Affaires économiques et monétaires
M. Ole SØRENSEN	ELDR	Danemark	Contrôle budgétaire

Abréviations:

PPE-DE	Groupe du Parti populaire européen(Chrétien-Démocrate) et des Démocrates européens
PSE	Groupe du Parti des socialistes européens
ELDR	Groupe du Parti européen des libéraux, démocrates et réformateurs
NI	Groupe des non-inscrits

Secrétariat, Délégations interparlementaire

M. Thierry Jacob	Administrateur principal
Mme Kaija Braid	Assistante administrative

Groupes politiques

Falk-Ulrich Von Hoff	Conseiller du Groupe PPE-DE
Susanne Oberhauser	Conseillère du Groupe PSE

(16 avril 2003)

24e Conférence interparlementaire Japon-PE
Liste de la délégation japonaise

Délegués (36 membres)

M. Taro NAKAYAMA, parlementaire	C.R., Parti libéral démocrate
M. Yoshiro HAYASHI, parlementaire	C.R., Parti libéral démocrate
M. Yuji TUSHIMA, parlementaire	C.R., Parti libéral démocrate
M. Kosuke HORI, parlementaire	C.R., Parti libéral démocrate
M. Hukushiro NUKAGA, parlementaire	C.R., Parti libéral démocrate
M. Tadamori OSHIMA, parlementaire	C.R., Parti libéral démocrate
M. Toshitsugu SAITO, parlementaire	C.R., Parti libéral démocrate
M. Hiroshi OKI, parlementaire	C.R., Parti libéral démocrate
M. Kenji KOSAKA, parlementaire	C.R., Parti libéral démocrate
M. Keiji FURUYA, parlementaire	C.R., Parti libéral démocrate
Mme Yuriko KOIKE, parlementaire	C.R., Parti libéral démocrate
M. Masazumi GOTODA, parlementaire	C.R., Parti libéral démocrate
M. Tsutomu HATA, parlementaire	C.R., Parti démocratique du Japon et Club des indépendants
M. Eisei ITO, parlementaire	C.R., Parti démocratique du Japon et Club des indépendants
M. Masaharu NAKAGAWA, parlementaire	C.R., Parti démocratique du Japon et Club des indépendants
M. Kazuhiro HARAGUCHI, parlementaire	C.R., Parti démocratique du Japon et Club des indépendants
M. Kazuo INOUE, parlementaire	C.R., Parti démocratique du Japon et Club des indépendants
Mme Sayuri KAMATA, parlementaire	C.R., Parti démocratique du Japon et Club des indépendants
M. Isamu UEDA, parlementaire	C.R., Nouveau Komeito
M. Yasuhide YAMANA	C.R., Nouveau Komeito
M. Masahiko YAMADA, parlementaire	C.R., Parti libéral
M. Tetsuya SHIOKAWA, parlementaire	C.R., Parti communiste japonais
Mme Tomoko ABE, parlementaire	C.R., Parti social démocrate
M. Yoichiro EASKI, parlementaire	C.R., Nouveau parti conservateur
Mlle Akiko SANTO, parlementaire	C.C., Parti libéral démocrate-Nouveau parti conservateur
M. Akito ARIMA, parlementaire	C.C., Parti libéral démocrate-Nouveau parti conservateur
M. Yoshio NAKAGAWA, parlementaire	C.C., Parti libéral démocrate-Nouveau parti conservateur
Mme Tomoko SASAKI, parlementaire	C.C., Parti libéral démocrate-Nouveau parti conservateur
M. Takeshi KONDO, parlementaire	C.C., Parti libéral démocrate-Nouveau parti conservateur
M. Shinya IZUMI, parlementaire	C.C., Parti libéral démocrate-Nouveau parti conservateur
Mme Wakako HIRONAKA, parlementaire	C.C., Le parti démocrate et le Shin-Ryokufukai
M. Masayuki NAOSHIMA, parlementaire	C.C., Le parti démocrate et le Shin-Ryokufukai
M. Shuji Ikeguchi, parlementaire	C.C., Le parti démocrate et le Shin-Ryokufukai

M. Kiyohiro ARAKI, parlementaire
M. Yasuo OGATA, parlementaire
M. Tatsuo HIRANO, parlementaire

C.C., Nouveau Komeito
C.C., Parti communiste japonais
C.C., Club de l'innovation parlementaire

Observateur: M. Koji KAKIZAWA, parlementaire

C.R., Indépendant

*Abréviation: C.R. = Chambre des Représentants
C.C. = Chambre des Conseillers